

REÇU LE

05 MARS 2024

GAEC LE SARASIN

La Segondinière
85150 LES ACHARDS

D.R.E.A.L S.C.T.E

Monsieur le Préfet de la région Pays de la Loire

DREAL Pays de la Loire

SCTE/DEE

5 rue Françoise Giroud

CS 16326

44263 NANTES CEDEX 2

PAR LRAR

Les Achards, le 28 février 2024

Objet : Recours administratif préalable obligatoire (RAPO) contre l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2024 soumettant à étude d'impact le projet de construction d'ombrières d'élevage de type volière avec couverture photovoltaïque

Monsieur le Préfet,

Par arrêté du 5 janvier 2024, vous avez décidé de soumettre à étude d'impact mon projet de construction d'ombrières de type volière avec couverture photovoltaïque, que je développe, pour les besoins de mon élevage de canards, avec le soutien de la société Technique Solaire.

Je souhaite exercer par la présente un RAPO contre cette décision, dès lors que mon projet ne présente aucune incidence notable, ni sur l'environnement ni sur la santé humaine, au sens des dispositions des articles L. 122-1 et R. 122-3-1 du code de l'environnement.

Les motifs retenus de soumission à étude d'impact du projet sont relatifs aux incertitudes entourant la solution d'ancrage des volières, les modalités de gestion des eaux pluviales, les effets du projet au vu d'une « probabilité » de zones humides, l'impact « potentiel » sur une haie, le maintien du couvert végétal sous les ombrières, les modalités de gestion des effluents sous les ombrières, les potentielles nuisances visuelles subies par les habitations, le bilan des émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble du cycle de vie du projet, les modalités de gestion des eaux d'extinction d'incendie potentiellement polluées et, enfin, le cumul des incidences du projet avec celles de la 5^{ème} tranche d'extension de la zone d'activité voisine.

Depuis ma demande d'examen au cas par cas, mon projet a toutefois fait l'objet d'études préalables complémentaires qui permettent d'écarter de plus fort toute suspicion d'impact notable sur l'environnement et la santé humaine.

Je souhaite donc vous soumettre ces nouveaux éléments de fait, étant ici rappelé qu'il vous appartient d'en tenir compte dans le cadre de l'instruction du présent RAPO (art. L. 412-5 du code des relations entre le public et l'administration).

Ces nouveaux éléments sont détaillés ci-dessous selon les motifs de votre décision.

- *Considérant que la solution d'ancrage, qui sera privilégiée, se fera par un enfoncement des supports de 6 à 7 m de profondeur dans le sol ; qu'en l'absence d'étude géotechnique il ne peut être conclu de façon certaine à la mise en place de fondations de types pieux battus ; qu'il convient, compte des incertitudes qui subsistent, d'appréhender les incidences potentielles selon le type de fondations possible pour, le cas échéant, déterminer les mesures adaptées à leur prise en compte ;*

La solution d'ancrage dépend de l'analyse des risques présents sur la zone géographique d'implantation. Le risque le plus impactant sur les fondations de la typologie ombrière est le retrait gonflement des argiles, un phénomène de retrait cyclique dans un sol argileux qui s'explique par l'alternance de périodes de pluies et de sécheresse.

Lorsque la teneur en eau augmente, on assiste à une augmentation du volume de ce sol, on parle alors de « gonflement des argiles ». Au contraire, une baisse de la teneur en eau provoquera un phénomène inverse de « retrait des argiles ». Cette répétition cyclique des phénomènes de retrait-gonflement des argiles pourrait éventuellement provoquer des dégâts sur la structure supportrice des panneaux.

Après étude des caractéristiques pédologiques et analyse des risques, notamment le retrait gonflement des argiles qui s'avère modéré sur cette parcelle et en général dans le secteur des Achards et en tenant compte par ailleurs des résultats des études de sol menées pour les différents autres projets géographiquement proches et sur sol similaire (voire même davantage défavorable à une implantation de même type), la solution d'ancrage sera constituée de pieux forés d'une profondeur de 3 à 4 mètres uniquement (et non pas 6 à 7 mètres comme indiqué dans votre décision, ce qui correspondait à la solution la plus défavorable retenue en l'absence d'étude de sol).

■ Etapes de réalisation de pieux forés simples

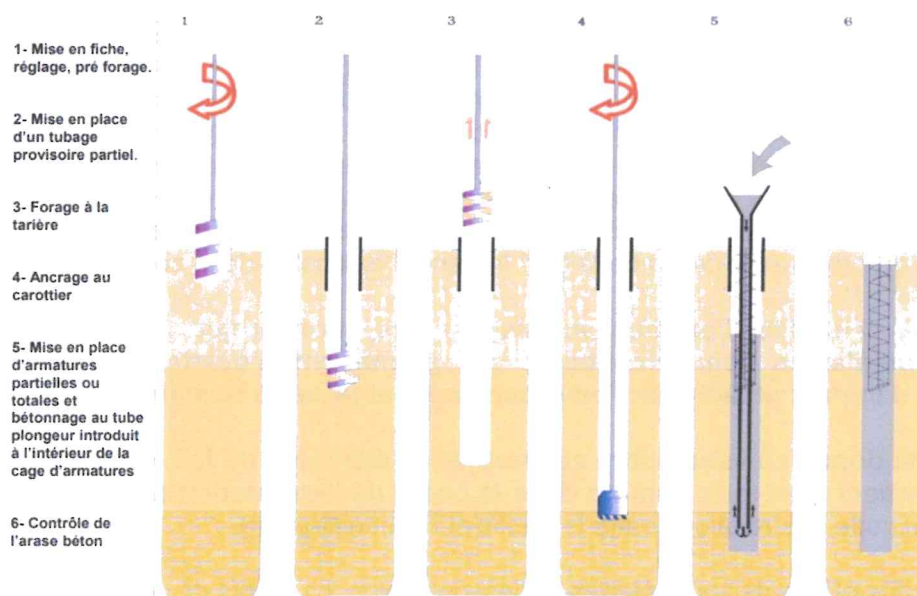


Illustration de la solution retenue pour le projet du GAEC Le SARASIN.

Le projet sera donc réalisé avec une structure bi-poteau, qui répartit davantage les charges et permet de réaliser des fondations moins profondes. Même si cette solution s'avère plus onéreuse, la solution est davantage adaptée à la typologie du terrain.

Le nombre de pieux sera plus important mais ils seront implantés moins profondément, ce qui est plus respectueux du sol car moins invasif.

Après une étude de dimensionnement plus précise, le projet comportera 570 pieux (+/- 1%) d'une profondeur de 3 à 4 mètres donc, d'un diamètre de 0,85 mètre.

L'emprise au sol d'une fondation sera environ de 0,85 m², ce qui permet de calculer, que l'emprise totale des fondations sera de 484 m² (+/- 1%). L'emprise au sol des fondations représente donc 0,1% du terrain d'assiette du projet (48 943 m²).

A cela s'ajoute donc, pour rappel, la dalle du bâtiment qui mesurera 1089 m², soit 2,2% du terrain d'assiette du projet. Les postes de livraison, au nombre de 2, présentent une emprise au sol de 36 m² chacun.

Il ressort par les démonstrations ci-dessus que l'imperméabilisation du sol ne sera que très minime (2.3% du terrain d'assiette du projet) et réversible.

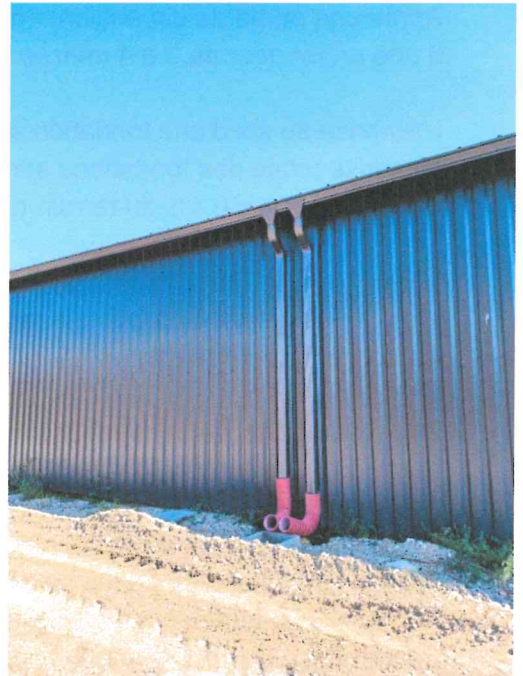
Cette conclusion est d'ailleurs cohérente avec le Guide ministériel de l'étude d'impact des installations photovoltaïques au sol, qui indique que « *les fondations des panneaux peuvent entraîner une légère imperméabilisation des sols* », que « *les semelles en béton présentent une emprise au sol beaucoup plus importante que les fondations de type pieux* » et que « *les taux d'imperméabilisation attendus, quels que soient les types de fondations, sont généralement négligeables* » (p. 72).

Au vu de ces conclusions et en respectant les solutions proposées, ainsi que les mesures de réduction d'impact durant la phase chantier, l'impact des fondations sera minime sur le terrain.

La soumission du projet à étude d'impact, au vu des informations données ci-dessus, serait donc entachée d'une erreur manifeste d'appréciation.

- *Considérant qu'à ce stade du projet, les modalités de gestions des eaux pluviales au pied des ombrières et du futur bâtiment de desserrage ne sont pas suffisamment précises et ne sont pas arrêtées ; qu'il convient d'appréhender les effets de ces mesures selon les options retenues ;*

La gestion des eaux pluviales sur le bâtiment de desserrage sera prise en charge par Technique Solaire au moyen de cheneaux reliés à des descentes d'eau pluviale qui évacueront l'eau directement dans le sol.



Exemples de réalisation de bâtiment Technique Solaire.

Un réseau de drainage étant présent dans le sol depuis plus d'une dizaine d'années, la parcelle ne présente aucun signe d'engorgement temporaire.

L'implantation des descentes correspondra au réseau de drains déjà présent sur la parcelle, qui permettra l'évacuation et le trajet jusqu'à la retenue collinaire déjà présente.

Ces fondations ne participeront pas à l'infiltration des effluents d'élevage dans le terrain, même par ruissellement d'eau. La technique pratiquée de pieux battus permet de boucher complètement et de stabiliser le terrain après installation de l'infrastructure.

La surface de la volière n'est pas imperméabilisante, les parcours d'élevage seront enherbés.

De plus, les chemins périphériques sont mis en place de manière à les rendre perméables à l'eau, à partir de roches calcaires déposées sur un géotextile perméable.

Selon le site internet Climat-Vendée, les précipitations atteignent un cumul moyen de 892.8 mm annuel à la Chataigneraie, commune voisine des Achards. Les jours pluvieux sont en moyenne de 127 par an. Pour rappel, la pluviométrie française oscille entre 500 mm et 2000 mm. C'est donc une pluviométrie relativement basse à l'échelle nationale.

Au vu de ces éléments, il n'est pas nécessaire de mettre en place une solution supplémentaire de gestion des eaux pluviales.

- *Considérant qu'il est indiqué qu'à ce jour le terrain dispose de drains permettant aux eaux de rejoindre un plan d'eau artificiel destiné à assurer le tamponnement et l'infiltration, sans qu'il soit permis d'appréhender comment ce réseau de drains sera possiblement impacté par les fondations des structures et comment le cas échéant il s'articulera avec les nouvelles dispositions prises pour gérer l'eau au pied des ombrières ;*

Comme indiqué dans le point précédent, le plan du réseau de drainage sera évidemment respecté et les fondations seront implantées en évitant d'altérer ce réseau.

Seule une canalisation est hors-sol et sera également conservée. C'est cette dernière qui récupère toute l'eau drainée pour la conduire jusqu'à la retenue collinaire.

De plus, le projet de retenue collinaire a permis de récupérer de la terre et celle-ci a été répandue sur l'entièreté de la parcelle du projet. Depuis 2021, la terre s'est tassée et elle a même été cultivée sur une rotation de blé et de colza.

Le réseau de drains se trouve désormais à plus de 2.5m de profondeur et ne sera pas impacté par le passage des engins durant le chantier.

En ce qui concerne l'implantation des structures dans le sol, les pieux seront implantés en décalé par rapport au réseau de drainage : ces drains sont implantés tous les dix mètres, tout comme les pieux à la base de notre structure.

Pour rappel, les pieux ne mesurent que 0,85 millimètres de diamètre.

L'emprise au sol d'une fondation étant environ de 0.85 m², ce qui nous permet de calculer, une fois de plus à plus ou moins 1 pourcent, que l'emprise totale des fondations sera de 484 m². L'emprise au sol des fondations représente donc 0,1% du terrain d'assiette du projet (48 943 m²).

La surface imperméabilisée, par sa faible emprise, ne va pas provoquer de différence significative quant à l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau de drainage.

En conclusion, l'implantation des fondations sera, en phase chantier, effectuée de manière à préserver l'intégrité du réseau de drains. Les surfaces artificialisées créées lors du projet ne représentant que 2.3%, il n'est pas nécessaire de rajouter une solution supplémentaire de traitement des eaux pluviales. Le réseau de drains pourra continuer à diriger les eaux pluviales vers la retenue collinaire.

- Considérant qu'au-delà des zones humides effectives recensées et figurant également au plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays des Achards, les données « prélocalisation des zones humides- 2023 – seuil » disponibles sur le site internet du Réseau Partenarial des Données sur les Zones Humides, indiquent une probabilité de zones humides sur le terrain d'implantation ; que, si ces zones humides sont avérées, il convient d'analyser les effets potentiels que les travaux et la gestion des eaux pluviales pourraient avoir sur leurs fonctionnalités ;

Suite à votre interrogation sur ce point, Technique Solaire a sollicité le passage d'un bureau d'études pour réaliser un inventaire de zones humides. Le rapport est en annexe de ce document.

A l'instar des terrains accueillant l'extension de la ZA voisine, le rapport de cette étude indique qu'aucune zone humide n'a été identifiée sur le terrain d'assiette du projet. 17 sondages ont été réalisés sur l'ensemble du terrain d'assiette du projet.



La mention du remblai, datant déjà de plusieurs années (projet de retenue collinaire, voir le point sur les eaux pluviales et leur gestion) n'impacte pas la valeur de ces relevés puisque les sondages ont été réalisés dans le respect de la réglementation en vigueur depuis 2009 qui indique en point 1.2.2. « Protocole de terrain » que « chaque sondage pédologique doit être d'une profondeur de l'ordre de 1.20 mètres si c'est possible » le remblai étant donc de plus de 2.50 mètres minimum (4 mètres par endroit) le relevé pédologique de zones humides est donc valide.

En l'absence de zones humides confirmées par le passage d'un bureau d'études, nous ne jugeons pas nécessaire de modifier notre implantation ou d'analyser l'impact des eaux pluviales sur celles-ci.

- *Considérant qu'en dehors de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « Bocage à chêne Tauzin entre les Sables-d'Olonne et la Roche-sur-Yon » ; au sein de laquelle il se situe, le projet n'est concerné par aucun autre zonage environnemental ou paysager de protection réglementaire ; que la présence d'une haie au sein du parcellaire est potentiellement concernée par le projet ;*

L'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) a été lancé en 1982 par le Ministère de l'Environnement. Il avait pour objectif de réaliser une couverture des zones les plus intéressantes au plan écologique, essentiellement dans la perspective d'améliorer la connaissance du patrimoine naturel national et de fournir aux différents décideurs un outil d'aide à la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement du territoire. Ces zones sont classées en deux types :

- les ZNIEFF de type 1 constituent des secteurs caractérisés par leur intérêt biologique remarquable et doivent faire l'objet d'une attention toute particulière lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement et de gestion
- les ZNIEFF de type 2 constituent des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes et doivent faire l'objet d'une prise en compte systématique dans les programmes de développement.

La Commune des Achards est concernée par la ZNIEFF de type II "Bocage à chêne tauzin entre les Sables d'Olonne et la Roche-sur-Yon". Le périmètre du projet est situé au sein de cette vaste ZNIEFF.



Extrait de la fiche technique de la ZNIEFF "Bocage à chêne tauzin entre les Sables d'Olonne et la Roche-sur-Yon" :

Cet ensemble bocager relativement préservé est intéressant par l'abondance des micro habitats mésophiles de talus permettant le développement d'une flore des landes avec notamment la Bruyère ciliée, Potentilla montana et l'Asphodèle. La présence abondante du chêne Tauzin et du Chêne vert confère à ce secteur un caractère littoral.

Selon le dossier de la ZNIEFF concernée, le site du projet ne présente **ni habitat déterminant ni flore de lande caractéristique. Les espèces présentes ne présentent pas d'enjeu particulier.**

En ce qui concerne la haie mentionnée, elle n'est plus présente à cet endroit. Elle a fait l'objet d'une demande de déplacement qui a été acceptée en octobre 2021 par la commune des Achards.



Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Vendée

Service agriculture
Unité politique agricole

Dossier suivi par : Pierre Millais / Fabien Menuet
Tél. : 02 51 44 32 34
Mail : ddtm-sdea-infopac@vendee.gouv.fr

EARL LE SARASIN
1 LA SEGONDINIÈRE
LA CHAPELLE ACHARD
85 150 LES ACHARDS

La Roche sur Yon, le 27 OCT. 2021

Objet : déclaration préalable de destruction / déplacement / remplacement de haie.
Numéro pacage : 085 031 932
Date de dépôt de la déclaration préalable : 13/09/2021
Réf. Instruction : arrêté du 24 avril 2015 relatif aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE).

Monsieur,

Vous avez déposé un formulaire de déclaration préalable de déplacement de haie.

Selon votre déclaration modifiée, votre projet se définit comme tel :

Destruction :			Création :		
N° ilot	N° parcelle	Linéaire (ml)	N° ilot	N° parcelle	Linéaire (ml)
6	1	125 mètres	1	2	155 mètres
2	1	209 mètres	1	7	76 mètres
5	1	80 mètres	3	2	136 mètres
Total :		414 mètres	Ilot non déclaré :		210 mètres
			Total :		577 mètres

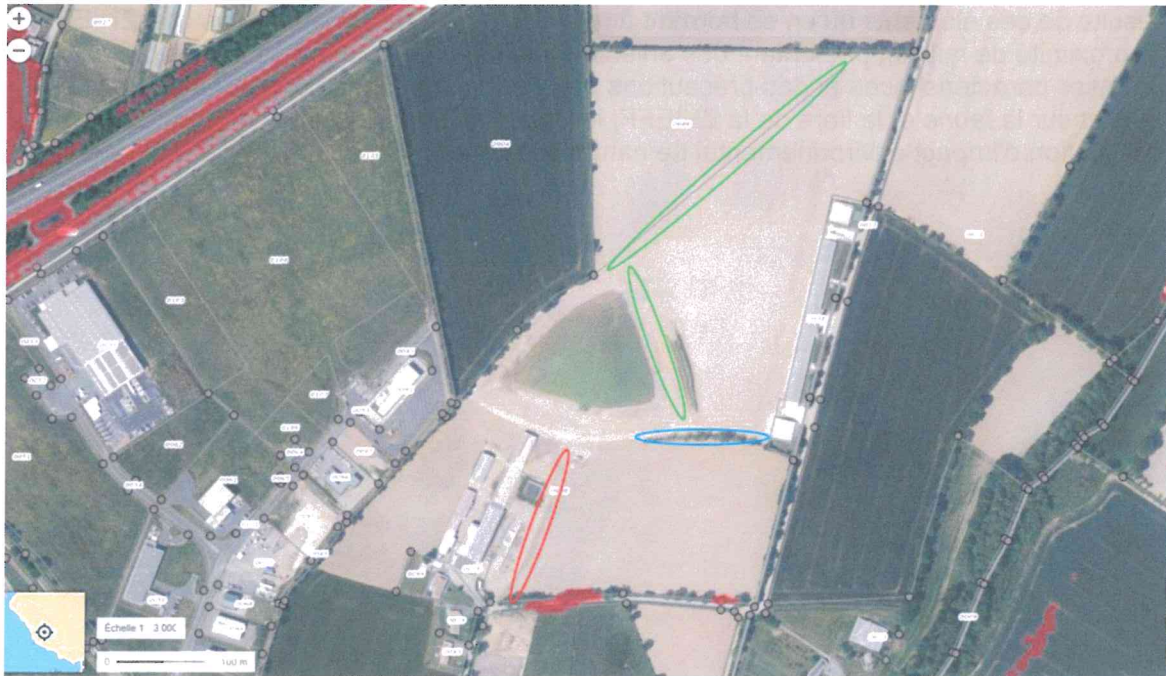
Handwritten notes:
 - Under 'Destruction' Total: 414 mètres, written '551 mètres' with a checkmark.
 - Under 'Création' Total: 577 mètres, written '618 mètres' with a checkmark.
 - Next to '155 mètres': '1122'
 - Next to '76 mètres': '90'
 - Next to '136 mètres': '235 + 146'
 - Next to 'Ilot non déclaré': '210 mètres' (written twice)

Au vu des pièces transmises, votre projet est déclaré conforme sous réserve de respecter les autres réglementations en vigueur.

Je vous rappelle que la parcelle ZB030 doit être présente dans le registre parcellaire de votre déclaration PAC 2022 pour valider les 210 mètres de haie plantés.

19, rue Montesquieu - BP 60827
85021 La Roche-sur-Yon Cedex
Tél. : 02 51 44 32 32 - Télécopie : 02 51 65 57 63 - Mail : ddtm@vendee.gouv.fr
Ouverture au public : du lundi au vendredi, de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30

Ce déplacement a été effectué au sud de la parcelle du projet, comme indiqué sur l'image ci-dessous.



En **bleu** : l'emplacement de l'ancienne haie.

En **rouge** : le nouvel emplacement de la haie, sujette au déplacement indiqué dans le document ci-dessus.

En **vert** : l'emplacement des deux nouvelles haies et arbustes à feuillage persistant à créer

Les haies sont des entités qui peuvent assurer de nombreuses fonctions :

- Paysagères : le bocage (mosaïque de parcelles agricoles délimitées par des haies) est un paysage emblématique du Nord-Ouest de la France et de la Vendée
- Ecologiques : les haies représentent des habitats et des zones d'alimentation pour de nombreuses espèces (notamment avifaune)
- Corridor écologique : les haies permettent aux espèces animales et végétales de se déplacer entre les réservoirs de biodiversité qui leur servent d'habitats. Cette fonction de corridor écologique est essentielle à la mobilité et à la réalisation des cycles biologiques des espèces.
- Climatiques : les haies permettent de lutter contre l'érosion des sols (en stabilisant la terre) et protègent les cultures du vent. La qualité des fonctions assurées par une haie dépend grandement de sa composition et de sa structure.

Comme nous pouvons le voir dans le document de demande de déplacement de haie ci-dessus qui a été approuvé par la DDTM de la Vendée, la haie mesurait 125 mètres. Cette nouvelle haie mesure 122 mètres.

Le nouvel emplacement de la haie participera à réduire l'impact visuel depuis les habitations au sud-ouest du projet. Ces habitations sont actuellement celles de Dominique Chariaud (père d'Augustin Chariaud et membre du GAEC le SARASIN), Jessy Chariaud et Augustin Chariaud (pétitionnaires du projet) ainsi que la sœur de Jessy Chariaud.

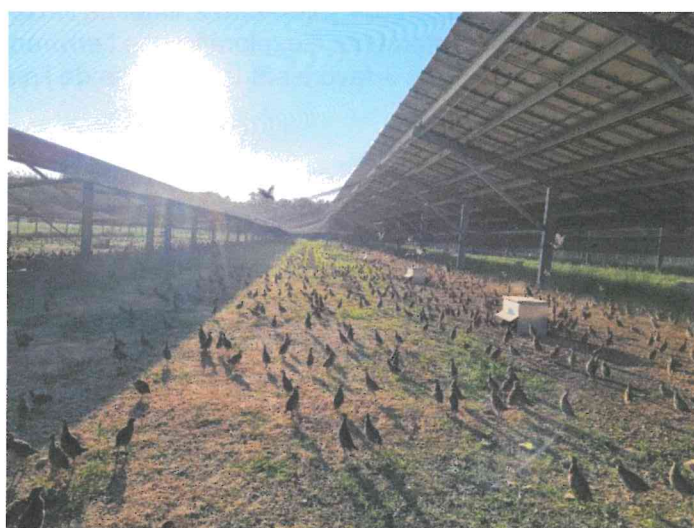
De plus, la mise en place des haies par Technique Solaire sur la partie nord et ouest du terrain d'assiette du projet va permettre le développement d'habitats favorables à la nidification de la petite avifaune et au déplacement/refuge de la faune terrestre. Ce contexte de recolonisation par la faune du site est favorisé par le projet.

Il résulte de ces éléments qu'en se bornant à relever que le site est situé dans une ZNIEFF et à proximité de milieux présentant des enjeux notables, alors que même que le projet, du fait de ses caractéristiques et des précautions prévues pour la phase des travaux, n'aura d'impact sur la faune et la flore de la ZNIEFF, le Préfet ne démontre pas l'existence d'une présomption d'impact environnemental de nature à soumettre le projet à étude d'impact.

- *Considérant que le dossier n'apporte aucune garantie en matière de mise en place et de maintien du couvert végétal, principalement sous les ombrières ; que des précisions quant aux modalités de gestion des effluents sur ce parcours d'élevage et de leurs incidences, nécessitent d'être appréhendées par rapport à la situation actuelle, même si la densité de volaille est appelée à diminuer ; que la mise en place de ces parcours sous volières s'inscrit sur des espaces de terre dédiés jusqu'à présent aux cultures ;*

Technique Solaire développe des projets de volières similaires depuis l'année 2017. Les retours d'expérience sur les volières en exploitation sont positifs en matière de couvert végétal.

Celui-ci se rétablit généralement un an après la fermeture du chantier. Les zones sous ombrières se montrent moins propices à une pousse totale du couvert végétal naturel mais beaucoup de facteurs rentrent en ligne de mire : l'orientation de la volière, la nature du sol, la fréquence de passage des animaux...



Lorsque le couvert végétal sous les ombrières ne pousse pas de manière naturelle, les agriculteurs peuvent planter du sorgho, du maïs ou bien même du miscanthus. Cela permet deux choses :

- Améliorer la capacité de perméabilité du sol premièrement,
- Améliorer le bien-être des oiseaux présents sur le parcours, qui seront rassurés par le fait de pouvoir se « camoufler » dans les plantations, améliorant ainsi la répartition des animaux sur le parcours. Une étude menée par Technique Solaire en partenariat avec l'INRAE montre de premiers résultats encourageants quant à des sorties plus fréquentes, plus longues et plus distantes quant au bâtiment d'élevage.



Néanmoins, il nous semble important de préciser que si le couvert végétal n'est pas total sur le parcours, cela peut se révéler positif : en effet, comme le récapitule un document de travail sur le bien-être animal de l'Institut Technique de l'Aviculture (ITAVI), des comportements d'exploration de l'environnement ou bien même de prise de « bain de poussière » favorisent le bien-être de l'oiseau. (Image ci-dessous)

Ensuite, notez pendant 5 minutes chaque fois qu'un animal exprime l'un des comportements suivants :



➤ **Bain de poussière**
(allongé sur le sol, l'animal remue la litière avec ses ailes et ses griffes pour enduire ses plumes de poussière)



➤ **Exploration de l'environnement**
(pique la litière ou un autre élément – sauf l'aliment – et/ou gratte la litière avec ses griffes)



➤ **Toilettage**
(nettoie ses propres plumes avec son bec)



➤ **Comportement de roue**
(animal qui gonfle ses ailes et sa queue)



➤ **Etirement des pattes/ailes ou battement d'ailes**
(déploie une seule ou ses 2 aile(s) calmement et sur place - sans activité locomotrice - ou qui étend une de ses pattes, bat des ailes)

➤ **Agresse ses congénères**
(Picage agressif à l'encontre d'un ou de plusieurs congénère(s), dirigé notamment vers la tête et le cou)

➤ **Interagit avec ses congénères** (toilettage mutuel, picage non agressif, duel)



Soyez vigilants en distinguant un picage agressif d'une interaction. En effet, les duels entre animaux ne sont pas synonymes d'agressivité

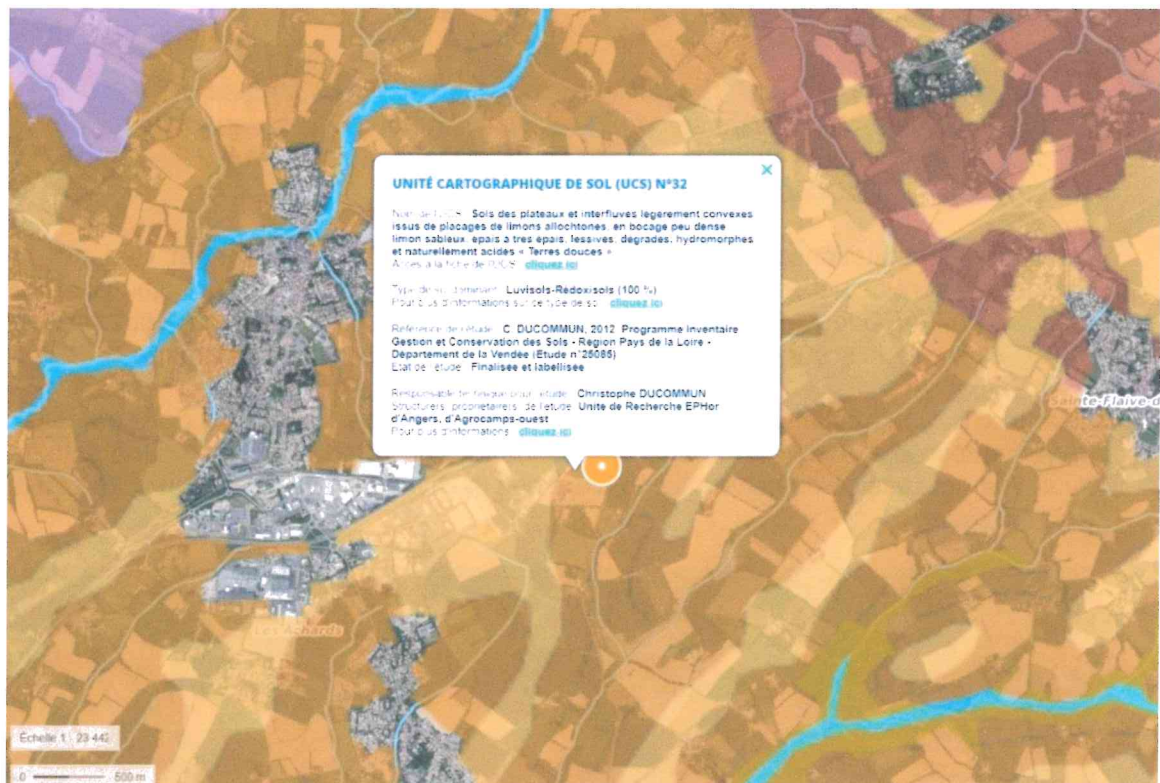
A la fin de l'évaluation de chaque zone, qualifiez :

la réaction des animaux à la présence de l'homme : à plus ou moins 1 m de l'évaluateur et avec ou sans contact avec l'évaluateur.

Un couvert végétal total est donc moins propice pour la réalisation de ces comportements par l'animal.

Néanmoins, le GAEC Le Sarasin plantera du maïs entre les rangs d'ombrières.

Les sols de cette région sont principalement de nature luvisol et rédoxisol.



Ces sols montrent des caractéristiques grasses et profondes, ce qui représente souvent une bonne fertilité agricole.

Le couvert végétal devrait donc mettre entre 6 mois et un an pour repousser après la fin des travaux, suivant les conditions climatiques.

- *Considérant la présence d'habitations, potentiellement concernées par des vues directes sur les installations projetées et pour lesquelles il convient d'apprécier précisément les nuisances visuelles et la pertinence des mesures d'intégration paysagère envisagées ;*

En effet, des habitations se trouvent au sud-ouest de la parcelle du projet. Ces habitations sont actuellement celles de Dominique Chariaud (père d'Augustin Chariaud et membre du GAEC le SARASIN), Jessy Chariaud et Augustin Chariaud (pétitionnaires du projet) ainsi que la sœur de Jessy Chariaud (entourées en rouge sur l'image ci-dessous)

Néanmoins, une habitation tierce aux CHARIAUD se trouve au sud-est de la parcelle du projet (entourée en bleu sur l'image ci-dessous). Il s'agit d'un voisin de longue date qui avait pris possession de cette maison alors que l'activité avicole des CHARIAUD était déjà en cours.



La famille CHARIAUD soutient bien entendu le projet, qui va permettre l'adaptation de l'exploitation aux nouveaux critères du groupement Terrena pour leur marque de qualité « La Nouvelle Agriculture ». Pour réduire l'impact visuel depuis leurs habitations, la haie qui a fait l'objet d'une demande de déplacement a été implantée pour faire barrière visuelle, comme nous l'avons vu dans le point précédent.

En ce qui concerne le voisin au sud-est, c'est un voisin de longue date qui a acheté en connaissance de l'activité avicole du GAEC. La parcelle était d'ailleurs utilisée comme parcours à l'époque et ce n'est que depuis 2017 et le premier épisode de grippe aviaire que la parcelle est cultivée. Il a été mis au courant dès la genèse du projet et n'a pas présenté de contre-indication.

Pour réduire l'impact visuel, il est prévu de venir densifier la haie existante (photo ci-dessous, prise depuis le point en violet sur le plan ci-dessus). C'est en effet un chemin communal que le voisin emprunte pour accéder à sa propriété.



Cet accès à la parcelle sera conservé sur une largeur de 5 mètres pour permettre le passage de véhicules d'entretien ou du SDIS, mais le reste sera renforcé en essences végétales en accord avec la liste des essences à privilégier du PLUi des Achards.

ANNEXE – LISTE DES ESSENCES A PRIVILEGIER

Extrait de « Planter dans le Bocage », CAUE de Vendée

ARBRES

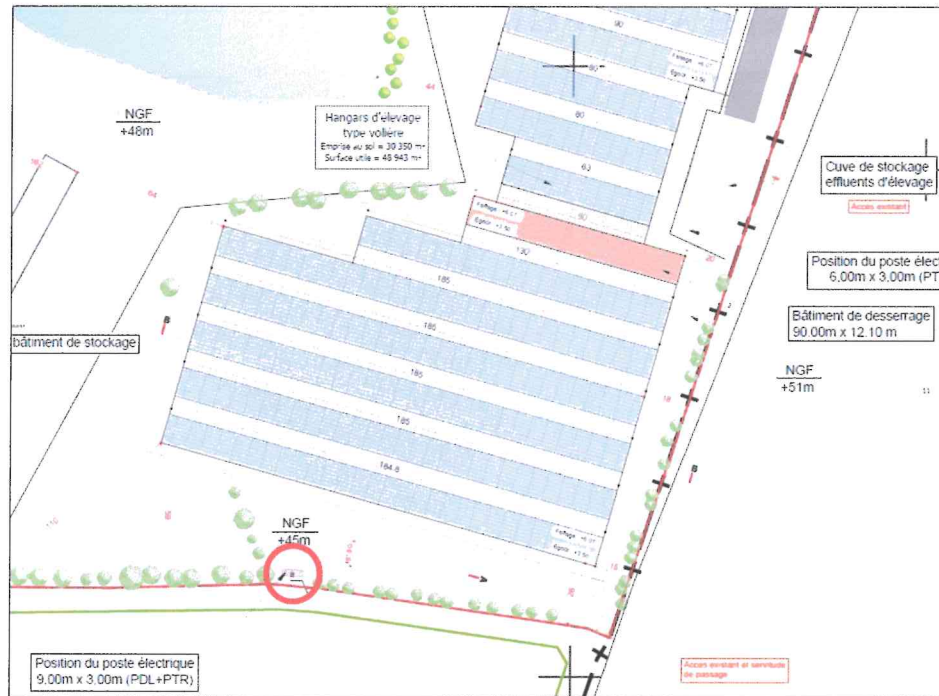
Alisier torminal
 Cerisier à grappes
 Charme
 Châtaigniers (commun, greffé, hybride)
 Chêne chevelu
 Chêne pédonculé
 Chêne sessile
 Chêne tauzin
 Cormier
 Erable champêtre
 Hêtre
 Merisier
 Néflier
 Ormes (champêtre, hybride, Lutèce)
 Poirier / Pommier franc ou de variétés anciennes
 Prunier myrobolan
 Saule blanc
 Tilleul à petites feuilles

ARBUSTES

Ajonc
 Amélanchier
 Bourdaine
 Cornouiller sanguin
 Fusain d'Europe
 Genêt à balais
 Genêt d'Espagne
 Houx
 Nerprun purgatif
 Noisetier commun ou à gros fruits
 Prunellier
 Saules (cendré, marsault, osiers, pourpre)
 Sureau noir
 Troène commun ou persistant
 Troène du Japon
 Viorne obier
 Viorne Tin

Un poste électrique de 9 mètres par 3 mètres sera également implanté au centre de la parcelle (entouré en rouge sur le plan ci-dessous) mais il est prévu de le placer au centre de la parcelle afin qu'il soit à un minimum de 180 mètres de toute habitation.

A cette distance-là, il ne sera le fruit d'aucune nuisance sonore et encore moins la nuit, lorsque les panneaux ne produisent aucune électricité.



Lechene Yohann et Morgane

3 La Segondinière

85150 Les Achards

Les Achards, le 26/02/2024

Objet : Lettre de soutien pour le projet du GAEC le SARASIN

Madame, Monsieur,

Dans le cadre du projet d'ombrière photovoltaïque du GAEC Le Sarasin, nous sommes favorables au projet tel qu'il nous l'a été présenté à savoir que les ombrières et les panneaux ne seront pas visibles de notre habitation et qu'il n'y aura pas de nuisance sonore.

Yohann et Morgane LECHENE



Lettre de soutien du projet de la part de la famille des CHARIAUD habitant à proximité de l'exploitation et du terrain d'assiette du projet.

GAEC le SARAZIN
Jessy et Augustin CHARIAUD
1 LA SEGONDINIÈRE
LA CHAPELLE ACHARD
85 150 LES ACHARDS

A Rorthais, le 27 février 2024

Objet : Accompagnement projet de transformation d'élevage canard en plein air avec ombrières

Messieurs,

Je vous confirme ici le souhait de vous accompagner dans votre volonté de transformation d'élevage car cela correspond à une attente du marché.

En effet, nous avons aujourd'hui des besoins de production en canard sur litière avec accès extérieur et ce quel que soit l'espèce de canard : pékin, barbarie ou mulard.

Il est à noter que la production de pékin en mode plein air se fera dans le cadre de la démarche Nouvelle Agriculture ® propre à Terrena dont vous êtes adhérents.

La stratégie d'aller vers une production plein air avec des ombrières solaires à usage d'élevage avec volières, de la société Technique Solaire, nous semble tout à fait en ligne avec notre stratégie dans la mesure où elle permet à la fois :

- de protéger les oiseaux des aléas climatiques (intempéries, canicules),
- de diminuer le risque de contact avec la faune sauvage en cas de risque de maladies comme l'influenza aviaire,
- de bénéficier d'une structure solide et durable (acier galvanisé),
- de permettre aux oiseaux de bien utiliser l'ensemble du parcours,
- de diminuer l'empreinte carbone de la production agricole.

Pour faire valoir ce que de droit.


SICA SA à capital variable
Marc BESSON
BP 18 - 79700 RORTHAIS
02 49 82 05 05 - Fax 02 49 82 05 11
Responsable d'Activité
Valiance / Groupe Terrena

Lettre de soutien du projet de la part de Valiance, filière de Terrena à qui le GAEC le SARASIN vend l'intégralité de sa production.

- *Considérant que les incidences positives du développement d'une énergie faiblement carbonée nécessitent d'être évaluées au regard d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre sur la base d'une analyse contextualisée de l'ensemble du cycle de vie du projet (extraction des matières premières, fabrication, transport, installation, exploitation, démantèlement et recyclage) ;*

Technique Solaire a calculé, en analysant le cycle de vie des centrales électriques, le bilan carbone du projet.

L'outil de calcul prend en compte l'ensemble des étapes productrices de carbone :

- Depuis l'extraction des matières premières pour la fabrication des modules et onduleurs, du transformateur et du local technique, toute la structure support ;
- La phase chantier d'installation ;
- La phase d'exploitation (maintenance et nettoyage)
- Le démantèlement de la structure et le recyclage des modules (une éco-taxe est payée et Technique Solaire travaille avec Soren ((ancien PV PYCLE)), l'éco-organisme agréé par les pouvoirs publics pour la collecte et le traitement des panneaux photovoltaïques usagés en France)

CHARIAUD - GAEC LE SARASIN		Unité d'œuvre	Bilan carbone (kgCO2/ u.o., valeurs ADEME)	Résultat
Infrastructures	Module	kWc	450	3 000 645,00
	Onduleur	kVa	54	342 144,00
		u.a.	141	2 538,00
	Transformateur	kVa	10,9	69 062,40
	Support	m²	40,2	1 243 242,89
	Connexion Elec	kWc	70,1	467 433,81
Chantier	Local Technique	kWc	7,28	48 543,77
	Installation	kWc	4,71	31 406,75
	Désinstallation	kWc	4,71	31 406,75
Entretien	Nettoyage des modules	m²	0,19	176 280,71
	Transport des agents de maintenance (Hyp. 400km 2fois/an)	km	0,283	6 792,00
Production de CO2 sur la durée de vie		kgCO2		5 419 496,08
BILAN CARBONE				
Production totale sur durée de vie		kWh		227 012 376,09
Bilan carbone		gCO2/kWh		23,87

Source BC Mix Énergétique Français 2022 : Doc de travail du Ministère d'Octobre 2021 : « Les Panneaux Solaires Bas-Carbone en France : un enjeu environnemental, une opportunité industrielle ? »

Le bilan carbone du projet sur sa durée de vie totale est donc uniquement de 23,87 grammes de CO₂ par kilowattheure produit.

Cela correspond pratiquement à l'empreinte carbone d'un kilowattheure produit par le mix énergétique français, qui est composé à près de 85% de centrales nucléaires.

Le projet permettra donc de produire de l'énergie verte, à faible empreinte carbone.
Concernant la phase de démantèlement et de traitement :

Il est à noter que la collecte des déchets engendrés englobe la logistique liée à l'étiquetage, au stockage et au transport des déchets vers les filières et centres de traitement adaptés.

La plupart des matériaux utilisés dans l'installation photovoltaïque est recyclable : fer, aluminium, cuivre. Ils sont récupérés, revendus et/ou recyclés.

L'existence et le recours aux filières de recyclage adaptées permet de garantir le faible impact du démantèlement.

En fin de vie, l'ensemble des structures seront démantelées et le site reprendra son aspect initial.

Les structures porteuses des panneaux photovoltaïques étant métalliques, les filières de retraitement sont bien identifiées et leur recyclage sera réalisé en conséquence.

Conformément à la directive relative aux Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEE) et au décret relatif à la composition des Equipements Electriques et Electroniques (EEE) et à l'élimination des déchets issus des EEE, l'ensemble des matériels électriques et électroniques seront injectés dans cette filière.

Dans le cas d'une telle installation photovoltaïque, les onduleurs, les boîtiers de raccordements, les matériels informatiques et téléphoniques, les caméras de surveillance, les boîtiers relais, les câbles pourront être concernés.

Dans le cas des onduleurs, la législation impose au fabricant de proposer une solution de reprise et de traitement des matériels en fin de vie. Cette option sera étudiée lors du démantèlement, afin de garantir le meilleur traitement de ces appareils.

Lors de la phase exploitation, les postes électriques / transformateurs contenant de l'huile seront équipés d'un bac de rétention afin de limiter tout risque de pollution accidentelle, lors de l'entretien du site aucun produit phytosanitaire ou chimique ne sera utilisé.

Le fait que les structures porteuses des panneaux soient métalliques permet de prévenir en partie ce risque incendie. Ces supports, les modules photovoltaïques constitués d'un cadre en aluminium, de verres et de cellules à base de silicium, ainsi que les postes électriques bétonnés, ne sont pas propagateurs de flammes.

Les principales recommandations du SDIS (voie interne de 5 m de large stabilisée et entretenue, extincteur CO2 dans le local, ...) seront respectées.

L'occurrence des événements à l'origine d'un incendie sur un parc photovoltaïque apparaît très faible de façon générale, en se basant sur la base de données ARIA (Analyse, Recherche et Information sur les Accidents).

Dans le cas particulier du projet du GAEC LE SARASIN, celui-ci étant localisé à plus d'un kilomètre à vol d'oiseau des boisements les plus proches, le risque incendie semble négligeable.

D'ailleurs, la commune des Achards n'est pas concernée par le risque feu de forêt du fait de la superficie boisée faible du territoire communal, hors marais poitevin. Aucun plan de prévention du risque d'incendie de forêt (PPRIF) n'est applicable sur ce territoire.

Enfin, si toutefois un incendie sur le site du parc photovoltaïque venait à se produire, les panneaux photovoltaïques seraient découplés du réseau (coupure automatique) et seule la végétation sous les panneaux et autour du site serait arrosée afin de limiter le risque électrique. Les eaux d'extinction ne seraient donc pas souillées et elles s'évacueraient dans le réseau de drains.

La plupart des matériaux qui composent un panneau photovoltaïque entrent selon la réglementation française (norme NF P92-507) dans la catégorie des matériaux non combustibles (classification M0).

C'est le cas du verre et de l'aluminium, qui sont les composants majoritaires d'un panneau, ce qui permet de limiter la propagation d'un incendie au sein d'une centrale photovoltaïque et de limiter le besoin en eau.

Aucun produit chimique, hydrocarbure ou autre matériau polluant ne sera stocké sur site.

En prenant en compte les faits évoqués ci-dessus, le risque d'incendie provoqué ou subi par la volière photovoltaïque est très faible et, même s'il se réalisait, le risque de pollution des eaux d'extinction serait négligeable et le risque de pollution des eaux superficielles et souterraines le serait tout autant.

En définitive, compte tenu de la faible occurrence du risque incendie au sein de la centrale photovoltaïque et de l'absence de sensibilité environnementale particulière du secteur, la probabilité d'une pollution du site par les eaux d'extinction est négligeable : **ce qui écarte toute incidence notable probable du projet, à ce titre, sur l'environnement au sens des critères de l'examen au cas par cas (figurant en annexe de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement).**

- *Considérant que le projet jouxte la 5^e tranche d'extension de la ^e zone d'activité des Achards ; qu'il convient, par conséquent, d'appréhender les effets cumulés avec ces activités ;*

L'arrêté dispensant d'étude d'impact la 5^e tranche d'extension de la zone d'activités, daté du 24 mars 2023 mentionne que cette 5^e tranche, d'une superficie de 8,8 hectares, verra 35 000 m² de bâtiments se construire, sans compter les voies de dessertes internes, les surfaces de parkings et les réseaux.

L'implantation de cette 5^e tranche se fait au détriment de l'espace agricole, sur des surfaces actuellement cultivées, et aucune compensation de cette consommation d'espace agricole n'est précisée dans la demande d'examen au cas-par-cas (qui a pourtant donné lieu à une décision de dispense d'étude d'impact).

Le projet du GAEC LE SARASIN se situe sur une parcelle agricole, dont la vocation a toujours été et restera la culture ou l'élevage avicole.

Dès la genèse du projet de la zone d'activités, la commune des Achards a souhaité inclure le GAEC Le SARASIN, notamment en travaillant concomitamment sur le projet de retenue collinaire déjà évoqué dans les points précédents.

C'est donc de manière logique que, dès la phase de dimensionnement et d'implantation de la volière, le GAEC Le SARASIN et Technique Solaire ont travaillé en bonne intelligence avec la commune des Achards afin de faire en sorte de laisser le recul nécessaire pour les futures implantations de bâtiments.

De fait, le projet du GAEC Le SARASIN artificialisera à peine plus de 1000 m², entre le bâtiment de desserage (1089m²) et les différents postes électriques (36 et 36 m²).

Concernant l'éventuel impact visuel dans sa phase d'exploitation : Le règlement de la zone imposera aux entreprises qui s'installeront un espace de pleine terre pour créer des aménagements paysagers avec des massifs arbustifs et des arbres de hautes tiges d'essences régionales.

Une haie sera également implantée par Technique Solaire tout le long de la limite parcellaire. Aucune covisibilité n'est donc à craindre entre les deux projets.

Concernant les éventuelles odeurs dans sa phase d'exploitation : Le but du projet étant de permettre au GAEC Le SARASIN de 1) changer de race de canard en passant sur une espèce qui ne supporte pas l'évolution en bâtiment 2) faire donc évoluer ces canards à l'extérieur en toute sécurité 3) réduire le nombre total d'animaux présents sur site à l'année 4) pouvoir donc supprimer les caillebotis à l'intérieur des bâtiments et mettre uniquement de la paille.

Il ressort incontestablement de ces éléments que :

- En plein air, les odeurs ne resteront pas concentrées comme dans un bâtiment d'élevage. Au contraire, l'usage de grillages et de filets permet de conserver une ventilation naturelle, indispensable notamment pour les périodes de vide sanitaire.

- La surface de parcours de la volière ainsi que la mise en place de paddocks permettra de compartimenter les individus en sous-groupe à l'intérieur de celle-ci, donc de réduire la concentration d'effluents à un même endroit.
- Le fait que les animaux ne restent plus concentrés dans le bâtiment d'élevage va réduire grandement la nuisance olfactive provenant actuellement de ce dernier. De plus, la paille qui sera mise en place à la place des caillebotis retient moins les odeurs.

Nous vous proposons, en complément, une liste des mesures d'évitement et de réduction qui seront mises en place à la suite du projet :

Thèmes	Type de mesures	Objectifs	Commentaires
P M H I Y L S I I E Q U E	<i>Evitement</i>	Enjeu de qualité et d'insertion du projet	Préservation de l'écran visuel naturel existant sur toute la frange Sud et Est du terrain d'assiette du projet (haie au sud en limite de propriété + haie sujette au déplacement en 2021)
	<i>Evitement</i>	Enjeu de qualité et d'insertion du projet	Préservation de l'état initial du terrain avec une mise en place de l'infrastructure en préservant le réseau de drains présent
	<i>Evitement</i>	Enjeu de qualité et d'insertion du projet	Utilisation de la solution de pieux forés simple pour les fondations afin de réduire l'utilisation de béton dans le sol
	<i>Réduction</i>	Etablir la possibilité de circuler normalement autour du projet sans artificialiser le sol	• Utilisation de membrane géotextile sur le chantier
	<i>Réduction</i>	Incidence liée à la visibilité du projet depuis la tranche cinq de la zone d'activités qui viendra jouxter le terrain d'assiette sur la frange Nord-Ouest	Création de deux linéaires de haies arbustives composées d'essences végétales de la région, qui seront implantées en limite de propriété pour réduire l'impact visuel
	<i>Réduction</i>	Limiter les pollutions accidentelles	• Evacuation de la terre excédentaire • Aménagement de systèmes simples de récupération et de traitement des eaux • Assurance de la maintenance préventive des engins de chantier
	<i>Réduction</i>	Permettre la création de nouveaux habitats naturels	La création de deux linéaires de haies arbustives va permettre d'abonder en nouveaux habitats naturels pour la faune locale
	<i>Réduction</i>	Prévenir le risque incendie et pollution des eaux usées d'arrosage d'incendie	• Respect des mesures préconisées par le SDIS dans le cadre de la mise en place de ce type de projet • Découplage automatique des panneaux du réseau électrique en cas d'incendie détecté • Les supports métalliques et les composants des panneaux ne sont pas des matériaux inflammables
N M A I T U L I R E E U L			

Il résulte de tout ce qui précède et des critères réglementaires de l'examen au cas par cas que le projet, par sa nature, son ampleur, sa localisation et ses impacts potentiels, n'est pas de nature à entraîner d'incidences notables sur l'environnement et donc à justifier la réalisation d'une étude d'impact.

Pour rappel, ce projet s'inscrit pleinement dans une démarche positive au regard des enjeux agricoles, climatiques et énergétiques. Un tel projet est de nature à permettre l'adaptation de la filière avicole aux changements climatiques et à pérenniser l'exploitation du GAEC LE SARASIN tout en produisant une électricité propre, renouvelable et compétitive.

Je vous demande donc de revoir votre décision et vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de ma haute considération.

Pour le GAEC LE SARASIN,
Jessy CHARIAUD

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a horizontal stroke.A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Chariaud'.